

institutionnels ou économiques, nécessaires à leur enracinement dans les sociétés étrangères, au premier rang desquels vient le bon gouvernement. Il est en effet impossible de défendre les droits de la personne uniquement de l'extérieur. Il faut aussi que les institutions nationales du pays concerné soient compétentes et s'impliquent à fond. Si nous ne définissons pas le genre de soutien institutionnel nécessaire au respect de ces droits, nous nous limitons à énoncer des politiques qui ne débordent guère du cadre de la rhétorique. L'autre problème inhérent à ces valeurs, c'est qu'elles guident la politique partout de nos jours, particulièrement en Scandinavie. Les Canadiens veulent une politique étrangère adaptée à leurs besoins, pas à ceux des Scandinaves. De plus, outre le fait qu'elles ne soient pas spécifiquement canadiennes, ces valeurs ne sont guère utiles pour fixer les priorités. J'ai entendu des mandarins de la défense canadienne se plaindre de l'importance accordée aux valeurs dans la politique étrangère du pays. Comment pouvons-nous, avancent-ils, baser nos achats et la structure de nos forces sur des valeurs? Ils n'ont pas tort. Les valeurs abondent dans la politique étrangère du Canada; ce n'est pas le cas des intérêts. Or, nous avons besoin d'intérêts parce qu'il faut faire un tri, et que le tri est l'essence même de la politique, c'est-à-dire opérer des choix difficiles entre ce qui est souhaitable et ce qui est fondamental.

Alors, quels sont nos intérêts en tant que pays? On a dit de la politique étrangère canadienne qu'elle n'obéit qu'à un seul véritable intérêt, soit les relations avec les États-Unis. Nos moyens de subsistance en tant que peuple et notre sécurité en tant que nation dépendent fondamentalement du bon fonctionnement de ces relations. Et cela signifie faire plus qu'émettre des paroles vides. Certes, nous pouvons changer de ton, mais un examen de la politique étrangère doit porter sur le contenu, et non sur la forme. Quel devrait donc être ce contenu? C'est d'abord le maintien de notre indépendance nationale qui l'emporte, et cela nous conduit tout droit au paradoxe central de la politique étrangère du Canada, et de la vie canadienne, à savoir que c'est dans nos relations avec notre plus proche voisin et meilleur ami que notre indépendance est la plus menacée. Je devrais pouvoir dire cela sans être taxé d'anti-américanisme. Nous avons trop de réalisations communes à notre actif pour tirer fierté d'un élément négatif. Or, il est